



**PRÉFET
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité Départementale Aube - Haute-Marne

Chaumont, le 30 mars 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11 octobre 2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GHM S.A.S

Rue Antoine Durenne

52220 SOMMEVOIRE

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11 octobre 2022 dans l'établissement GHM S.A.S implanté Rue Antoine Durenne 52220 SOMMEVOIRE. L'inspection a été annoncée le 9 septembre 2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GHM S.A.S
- Rue Antoine Durenne 52220 SOMMEVOIRE
- Code AIOT : 0005701289
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Icd : Oui

La société Générale d'Hydraulique et de Mécanique GHM SOMMEVOIRE est spécialisée dans la production de pièces métalliques en fonte d'art (FGL et FGS) destinées au mobilier urbain et à la décoration interne (Broches de métro du Grand Paris, bancs publics, statues...). L'usine exerce également des activités de type chaudronnerie (fabrication de poteaux électriques...).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Rejets atmosphériques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)
2	Valeurs limites en concentration	Arrêté Préfectoral du 02/06/2009, article 3.2.3	/	Lettre préfectorale – Action Fonderies
3	Déclaration annuelle GERP	Arrêté Préfectoral du 31/01/2008, article 4 et annexe	/	Lettre préfectorale – Action Fonderies
4	Auto surveillance des émissions atmosphériques	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58	/	Lettre préfectorale – Action Fonderies
5	Mesures continues de poussières	Arrêté Préfectoral du 02/06/2009, article 9.2.1.2	/	Lettre préfectorale – Action Fonderies
6	Plan de Gestion des Solvants	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28.1	/	Lettre préfectorale – Action Fonderies

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Conditions de rejet	Arrêté Préfectoral du 02/06/2009, article 3.2.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection est réalisée dans le cadre d'une étude sectorielle des activités des fonderies.

Des non conformités ont été constatées, notamment sur les sujets suivants :

- la déclaration annuelle GERP ne fait pas apparaître tous les rejets atmosphériques de l'établissement, notamment les COV diffus,
- l'étalonnage des appareils de mesures continues n'est pas réalisé selon les normes en vigueur,
- la réalisation de plan de gestion de solvants, imposée les établissement consommant plus de 1 tonne de solvants par an, n'est pas respectée.

Suite à la validation d'une action commune au secteur fonderie en novembre 2022 et à la confirmation de la participation de l'exploitant à cette action, l'inspection propose une lettre préfectorale encadrant la prise en compte des sujets ci-dessus dans le cadre de cette étude de l'ensemble des sujets ci-dessous.

Cette action sera notamment l'occasion d'approfondir la connaissance des rejets du site, et notamment la présence de HAP, dioxine et COV CMR en certains points d'émission.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conditions de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/06/2009, article 3.2.2
Thème(s) : Risques chroniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <i>Liste des conduits canalisés et caractéristiques de rejets</i>
Constats : Le porter à connaissance déposé en juillet 2022 mentionne des modifications pour les cheminées 2 et 3, notamment sur le paramètre débit, ainsi que des modifications du traitement des rejets de la cheminée 7. L'exploitant a donc respecté son obligation d'actualisation des conditions de rejet de son site. Ces actualisations feront l'objet d'un rapport distinct.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Valeurs limites en concentration

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/06/2009, article 3.2.3
Thème(s) : Risques chroniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <i>Liste des valeurs limites applicables à chaque point de rejet</i>
Constats : Le rapport de contrôle des mesures du 10 octobre 2021 ne concerne que les émissions de poussières. Il n'appelle pas de remarque. Toutefois, l'inspection des installations classées a demandé à consulter le dernier rapport de vérification quinquennale ayant porté sur les COV. Celui-ci, daté de 2019, fait état de dépassements des VLE en concentrations et flux en COVnm, tant en mesures ponctuelles que sur leur moyenne, sur le point de rejet n°7 (peinture liquide). Le flux moyens en COVnm a ainsi été calculé à 1178 g/h pour une VLE à 770 g/h. Pour le conduit 7, un projet de changement de cabine de peinture est programmé en 2023 et a fait l'objet d'un porter-à-connaissance en cours d'instruction. Ces dépassements s'ajoutent à des dépassements moins importants en COVnm au point de rejet n°8 (noyautage ashland) aux mêmes mesures. L'exploitant n'a effectué une contre-analyse qu'en 2020. Même si l'inspection des installations classées déplore ce délai entre constat de non-conformité et contre-analyse, celle-ci a montré un retour à la conformité. L'exploitant a déclaré que les dépassements sur ce point pouvaient être évités en appliquant un mélange correct de matières premières, mais n'a pas formalisé de procédure sur ce point et ne peut démontrer la mise en application de cette mesure corrective.
Type de suites proposées : Avec suite
Proposition de suites : Lettre préfectorale

N° 3 : Déclaration annuelle GERE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/01/2008, article 4 et annexe
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : « I.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après :-les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement, à caractère régulier ou non, canalisées ou diffuses dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe, en distinguant la part éventuelle de rejet ou de transfert de polluant résultant de l'accident ; » Annexe II : Seuil de déclaration des composés organiques volatils non méthaniques (COVNM) : 30 000 kg/ an dans l'air
Constats : Les déclarations gerep font paraître un flux de COV de 3000 kg/an, qui est à comparer au 112 t/an de solvants consommés. Une incohérence dans GERE est notée. L'exploitant doit formaliser ses futures déclarations GERE en fonction des résultats de son PGS.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre préfectorale

N° 4 : Auto surveillance des émissions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 02/02/1998 – art 58
Thème(s) : Risques chroniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : III.-Les mesures (prélèvement et analyse) des émissions dans l'air sont effectuées au moins une fois par an par un organisme ou laboratoire agréé [...]
Constats : L'exploitant suit actuellement les fréquences imposées par son arrêté préfectoral, qui peuvent atteindre une mesure tous les cinq ans pour certains paramètres. Dans de tels cas, la prescription plus contraignante fixée par l'arrêté ministériel l'emporte et c'est bien une fréquence au moins annuelle qui s'impose à toutes les autosurveillances effectuées par l'exploitant. L'inspection des installations classées propose donc de rappeler ce fait par lettre préfectorale.
Type de suites proposées : Avec suite
Proposition de suites : Lettre préfectorale

N° 5 : mesures continues de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/06/2009, article 9.2.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Etalonnage des sondes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les sondes installées pour les mesures en continu de poussières seront vérifiées lors de l'analyse par méthode normalisée.
Constats : La sonde Deltaneu a mesuré des émissions de poussière le 10 octobre de 15h00 à 16h00 de 11,87 mg/Nm ³ en moyenne. La sonde Fluidif a mesuré des émissions de poussières, à ces mêmes dates et horaires, de 3,7 mg/Nm ³ . L'exploitant a déclaré effectuer un requalibrage une fois par an lors de la mesure externe. Cette fréquence n'est a priori pas adaptée au mode de dérive de cette sonde, et la méthode de vérification appliquée par l'exploitant ne permet donc pas d'assurer que ses mesures continues sont fiables, répétables et reproductibles. L'inspection des installations classées propose de demander par lettre préfectorale la réalisation du QAL 2, QAL 3(ou équivalente) et AST à l'exploitant en respectant les fréquences des normes en vigueur, dans un délai d'un mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

N° 6 : Plan de Gestion des Solvants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28.1
Thème(s) : Risques chroniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tout exploitant d'une installation consommant plus d'une tonne de solvants par an met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Si la consommation annuelle de solvant de l'installation est supérieure à 30 tonnes par an, l'exploitant transmet annuellement à l'inspection des installations classées le plan de gestion des solvants et l'informe de ses actions visant à réduire leur consommation.
Constats : D'après la demande d'antériorité effectuée par l'exploitant au titre de la rubrique 1978, le site consomme 105 tonnes de solvants par an (notamment pour le moulage-noyautage et l'application de peinture). Un plan de gestion de solvant est obligatoire mais n'a pas été réalisé par l'exploitant. L'inspection des installations classées propose de demander par lettre préfectorale la réalisation de ce PGS, dans un délai d'un mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale – action fonderies